

Fiche 5

Qu'est-ce que ?

La justice de paix :

Il s'agit d'une juridiction civile. On n'y traite pas les affaires pénales. Le juge de paix est chargé de trancher le litige qui oppose les parties par la voie d'un jugement, mais il a également un rôle de conciliateur.

Elle est compétente pour toutes affaires civiles, commerciales et privées ne dépassant pas la somme de 1860 €. Si le montant est inférieur à 1240 €, le juge de paix prend sa décision. Il n'est pas possible de faire appel mais bien un pourvoi en cassation. Si le montant est compris entre 1240 et 1860 € et qu'on n'est pas satisfait du jugement, on peut faire appel auprès du Tribunal de première instance.

Tribunal de Police : Il s'agit d'une juridiction répressive compétente pour les contraventions mais aussi pour les délits accompagnés de circonstance atténuante (*ce qui permet de diminuer la gravité des faits*).

Tribunal de 1^{re} instance : Il est divisé en trois parties. Le tribunal civil compétent pour les litiges supérieur à 1860 €. Le tribunal de jeunesse et le tribunal correctionnel qui est une juridiction pénale chargée de réprimer tous les délits dont la peine est supérieure à 7 jours d'emprisonnement et à une amende d'un certain montant.

Tribunal du travail : Il est compétent en matière sociale, dans les relations de travail et accidents du travail.

Tribunal du commerce : Il s'occupe de conflits entre commerçants portant sur un montant supérieur à 1860 €, sur la matière qui concerne les faillites, les appels des jugements rendus par le juge de paix à propos d'affaires commerciales.

Cour d'Appel : Juridiction de l'ordre judiciaire. Elle est chargée de prendre des décisions sur les « appels » demandés contre des décisions rendues en premier ressort (*premier jugement*).

Cour d'Assises : elle est la Cour qui jugera les crimes de droit commun. L'accusé est toujours représenté par un ou plusieurs avocats. C'est un jury de 12 jurés qui rendra un verdict de culpabilité ou non. Les juges professionnels détermineront la peine à infliger au coupable. Un arrêt de la cour d'assises est en principe sans appel.

Cour de Cassation : elle est la Cour suprême (*le tribunal des tribunaux*). Elle veille au respect de la loi en cassant les décisions en dernier ressort (*dernier jugement*).

Conseil d'Etat : Il est une haute juridiction administrative qui a pour rôle de contrôler l'administration et d'intervenir quand le citoyen estime que celle-ci n'a pas respecté la loi.

Cour d'Arbitrage : elle est chargée de juger la conformité des lois, décrets et des ordonnances à certaines dispositions de la Constitution. Mais également de répondre à une « question préjudicielle » (*question posée par une juridiction à une autre juridiction parce qu'elle estime la réponse nécessaire à la résolution du litige et qu'il ne lui est pas permis par la loi de répondre elle-même à cette question*).

Comment s'appellent les décisions des cours et tribunaux ? Les tribunaux rendent les **jugements**. Les cours rendent les **appels**. Les juges de paix rendent les **ordonnances**.

D'autres recours :

La « *Tierce opposition* » permet à une personne qui n'a pas été présente à un procès civil de faire rejuger la décision rendue dans ce procès, dans la mesure où elle lui porte préjudice.

La « *requête civile* » permet de faire rejuger, par la même juridiction, un litige en principe résolu. Il doit y avoir eu abus d'une des parties afin de fausser la décision ; pièces, témoignages, rapports d'experts reconnus et déclarés faux ; etc. Il doit être formulé dans les 6 mois dès la connaissance du fait et la demande doit être signée par trois avocats dont deux font partie du barreau depuis 20 ans.

La « *prise à partie* » est un recours dirigé contre un magistrat qui s'est rendu coupable de dol ou fraude soit pendant l'instruction ou lors du jugement. Il sera formulé dans un délai de 30 jours à dater du jour de la connaissance du fait. C'est la Cour de Cassation qui se prononce sur le recours.

Qu'est-ce que le jugement contradictoire ?

Il est rendu lorsque les parties concernées ont été présentées ou valablement présentées lors des débats.

Comment constitue-t-on un dossier au niveau pénal ?

Le Procureur constitue le dossier. Il contient les accusations et les éléments de preuve retenus contre la personne. Il est possible de prendre connaissance de ce dossier auprès du greffe du tribunal qui jugera l'affaire, et d'en demander des copies. Si on constate qu'il n'est pas complet, on écrit au Procureur du roi pour le lui signaler en notant le numéro du dossier, et en spécifiant les données manquantes. Délai : en urgence.

Qu'est-ce qu'une audience d'introduction ?

La plupart des affaires sont examinées en audience publique. Toutes personnes ayant minimum 14 ans peuvent assister aux audiences. Il est possible de demander au juge un huis clos, il décidera de l'accorder ou non. Les difficultés conjugales, les affaires familiales, les auditions de témoins, etc... sont traitées en chambre du conseil, c'est-à-dire en l'absence de public.

L'audition : le Président interroge le défendeur (celui contre qui l'action est menée) sur son identité et les faits qui lui sont reprochés.

Les témoins : ils sont interrogés par le juge, l'avocat de la défense (la partie contre qui l'action est menée) et/ou par le défendeur et ce par l'intermédiaire du président. Le président ré-interroge éventuellement le défendeur.

La partie civile : la personne qui a été victime et qui réclame les dommages intérêts. Elle doit apporter la preuve de son dommage et le coût financier.

Le réquisitoire : le juge donne ensuite la parole au procureur. Il émet son opinion sur la culpabilité du défendeur et la peine à lui infliger ou la mesure à prendre.

La défense : l'avocat ou le défendeur s'explique en invoquant tout ce qui peut lui être nécessaire pour sa défense. Le procureur réplique à la défense et le défendeur peut reprendre la parole.

Le prononcé du jugement : Il peut être reporté à une date ultérieure, que le président précisera.

Le demandeur est la personne qui fera une action en justice contre une autre personne. Il est parfois nommé « requérant ».